



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

pensions de réversion

Question écrite n° 22591

Texte de la question

M. François Vannson attire l'attention de Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité sur la nécessaire revalorisation des pensions de réversion. Pour les veuves, le montant de cette pension a été porté en 1995 de 52 à 54 % de la pension dont bénéficiait ou aurait bénéficié le conjoint décédé. Toutefois, ce montant est limité par mois à un maximum fixé à 3 655,80 francs au 1er juillet 1996. De plus, si des majorations sont prévues en fonction du nombre d'enfants élevés ou du nombre d'enfants à charge, le cumul de cette pension avec les avantages personnels vieillesse ou invalidité est assorti de limites importantes. Il ressort de ce descriptif que, malgré leur entrée massive sur le marché du travail, les femmes ne bénéficient pas complètement d'un système de retraite fondé sur la durée d'activité professionnelle. Dès lors existent des disparités entre les sexes que compense en partie la pension de réversion. Pour combler ces disparités et permettre aux veuves civiles d'assumer pleinement les charges inhérentes à leur vie quotidienne et d'avoir un niveau de vie digne des efforts qu'elles ont consentis durant leur vie, il conviendrait de porter le taux de la pension de réversion de 54 % à 60 %. Il lui semble que cette mesure relève de la plus élémentaire des solidarités à l'égard des personnes qui ont souvent sacrifié leur activité professionnelle au bénéfice de leur vie familiale. Il lui demande donc de bien vouloir se prononcer sur la proposition qu'il vient de lui soumettre.

Texte de la réponse

Le Gouvernement est sensible aux problèmes des veuves. Cependant, la situation financière prévisionnelle de la branche vieillesse du régime général ne permet pas d'envisager une amélioration des conditions d'attribution et du taux de l'ensemble des pensions de réversion. Le Gouvernement s'est fixé comme priorité d'améliorer la situation des veuves dont les revenus sont les plus faibles. C'est ainsi qu'à compter du 1er juillet 1998, le taux de liquidation de la pension de réversion des veuves de mineurs a été relevé de 52 % à 54 %, et le montant minimum de pension de réversion versé par le régime général et les régimes alignés a fait l'objet d'une revalorisation spécifique de 2 % au 1er janvier 1999, soit 1,4 point de plus que l'augmentation qui aurait résulté de l'application de la loi du 22 juillet 1993. Cette revalorisation a bénéficié à 600 000 veuves. Par ailleurs, il convient de rappeler que la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 a amélioré sensiblement le dispositif de l'allocation veuvage : le montant de l'allocation veuvage n'est plus dégressif et reste désormais fixé au niveau le plus intéressant, celui versé jusqu'à présent pendant la seule première année. Cette mesure procure aux veufs et veuves un gain de plus de 1 000 francs par mois au titre de l'assurance veuvage lors de la deuxième année et, pour celles et ceux âgés entre cinquante et cinquante-cinq ans lors du décès de leur conjoint, un gain de 1 500 francs par mois à compter de la troisième année de perception. Elle permet en outre d'éviter la double inscription au RMI et à l'assurance veuvage la deuxième année. Des mesures d'incitation à la reprise de l'emploi ont également été prévues par l'article 9 de la loi d'orientation du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions, qui autorisent le cumul pendant un an de l'allocation veuvage avec les revenus tirés d'une activité ou d'un stage rémunéré. Ces mesures ont été précisées par le décret n° 99-286 du 13 avril 1999 modifiant l'article D. 356-1 du code de la sécurité sociale. Ainsi l'allocataire qui trouve une activité professionnelle ou un stage donnant lieu à rémunération peut désormais cumuler avec l'allocation veuvage

l'intégralité de cette rémunération pendant trois mois. Pendant les neuf mois suivants, seule la moitié de celle-ci entre dans les ressources prises en compte pour le calcul de l'allocation veuvage. Des modalités particulières sont également prévues pour les allocataires qui entreraient dans les dispositifs d'aide à la reprise ou à la création d'entreprise.

Données clés

Auteur : [M. François Vannson](#)

Circonscription : Vosges (3^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 22591

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : emploi et solidarité

Ministère attributaire : emploi et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 décembre 1998, page 6650

Réponse publiée le : 26 juillet 1999, page 4569